



En hausse Les croisières

Après une hausse de 11% en 2008, le marché français des croisières maritimes progresse toujours. Toutefois, avec 310 000 passagers, les Français sont bien loin des Britanniques (1,4 million).



En baisse SkyEurope

La compagnie aérienne austro-slovaque à bas coûts a annoncé avoir lancé son processus de dissolution, vendredi 4 septembre, après s'être déclarée en faillite dans la nuit de lundi à mardi.

7 000

suppressions d'emplois dans la filiale fret de la compagnie ferroviaire allemande Deutsche Bahn. Telle est la crainte du syndicat de cheminots Transnet. Cela représenterait plus d'un quart des emplois de la filiale de l'entreprise publique.

Le G20 divisé sur la limitation des bonus bancaires

La France et l'Allemagne ont du mal à convaincre les Etats-Unis et Londres du bien-fondé d'un plafonnement

Londres
Correspondant

La réunion, les vendredi 4 et samedi 5 septembre à Londres, des ministres des finances du G20 a mis en évidence les profondes divergences de ce cénacle regroupant les plus grands pays industrialisés et émergents sur les principaux dossiers au menu du sommet des chefs d'Etat qui se tiendra à Pittsburgh, aux Etats-Unis, les 24 et 25 septembre : réforme des institutions financières internationales, limitation des rémunérations des banquiers, sanctions contre les paradis fiscaux et sortie sans dommage de la récession.

« Le problème du G20 est que ça vient avec un ordre du jour difficile. » Cette formule du diplomate français résume à elle seule les attentes contradictoires du G20. Ainsi, alors que les pays émergents s'intéressent surtout à la réforme du Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne, elle, entend pousser la régulation financière. De leur côté, les Etats-Unis favorisent les questions macroéconomiques.

Entièrement consacré au dossier du FMI, le dîner des ministres a illustré l'effritement de la dynamique lancée lors du sommet de Lon-

dres, le 2 avril. Les pays émergents ont à nouveau insisté sur une augmentation de leur quote-part, donc de leurs droits de vote, et de la répartition des strapontins au sein des instances dirigeantes du Fonds pour mieux refléter leur poids économique. Principale visée, l'Union européenne, détentrice d'un tiers des suffrages, exige pour sa part une réforme globale tenant compte de la part réelle de chacun dans l'économie mondiale avant de céder une partie de ses droits. Bénéficiaire de la présence du siège des institutions à Washington, les Etats-Unis sont, eux, restés d'une totale neutralité sur cette problématique.

« Il est temps d'agir »

Sur la question la plus sensible aux yeux des opinions publiques aux Etats-Unis comme en Europe, celle des bonus excessifs des banquiers rendus responsables de la crise, les positions restent très arrêtées. Ainsi, les Etats-Unis ne veulent pas entendre parler de limitations de la part variable des émoluments. Dans l'autre camp, la France, l'Allemagne et la plupart des partenaires européens, soutenus du bout des lèvres par le Royaume-Uni, souhaitent mettre fin à la culture du bonus. « Le montant des bonus horrifie l'opinion publique,



Des manifestants altermondialistes singent les chefs d'Etat ou de gouvernement du G20, devant le bâtiment où se réunissaient vendredi les ministres des finances de ces pays. SANG TAN/AP

et il est temps d'agir », a déclaré Christine Lagarde, la ministre de l'économie, lors d'un point presse.

La France ne souhaite pas expressément légiférer en la matière, mais ne l'exclut pas, le cas échéant, pour s'assurer que les règles soient appliquées. « S'il y a

besoin d'un texte de loi, alors il y en aura un », a-t-elle ajouté.

Organisée par la présidence suédoise, une réunion extraordinaire des dirigeants européens doit se tenir le 17 septembre, afin d'essayer de trouver une position commune sur la limitation des bonus bancaires avant le conclave de Pittsburgh.

Hôte du G20 Finances, le chancelier de l'Echiquier, Alistair Darling, s'est efforcé de concilier l'inconciliable, la solidarité européenne et la défense des intérêts de la City. D'une part, après quelques jours d'hésitations, le premier ministre, Gordon Brown a apposé son nom sur la lettre préparée par la chance-

lière allemande Angela Merkel et le président de la République, Nicolas Sarkozy, appelant à une réglementation plus ferme sur les rémunérations des traders. Mais parallèlement, son ministre des finances a réitéré son refus du plafonnement préconisé par la France.

La question des paradis fiscaux non coopératifs est devenue un faux problème. A l'issue du G20 de Londres, qui avait mis trente-huit centres sur la liste grise, six ont déjà été rayés. Une bonne dizaine d'autres devraient figurer sous peu sur la liste blanche, après avoir signé le nombre requis d'accords d'échange d'informations.

Les dangers du « business as usual », selon DSK

Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), ne se fait guère d'illusions sur la contrition manifestée par les banquiers lorsqu'ils étaient en grand danger de faillite. Car, a-t-il déclaré à Berlin, vendredi 4 septembre, « la culture de la prise de risque a été la marque de fabrique des grands établissements financiers avec leurs généreux bonus récompensant des profits importants et à court terme et avec leur peu de souci du risque à long terme ». Ce qui inquiète M. Strauss-Kahn, c'est que « la croyance se répande que les choses continuent comme par le passé ["business as usual"] et que celle-ci empêche les sérieux progrès que le secteur doit réaliser ».

Troisième volet, la stimulation budgétaire sur laquelle les Etats-Unis et la Grande-Bretagne divergent à nouveau du reste de l'Union européenne. A la lumière des premiers signes de reprise, Paris et Berlin souhaitent une stratégie coordonnée de sortie de ces mesures exceptionnelles de relance mises en place depuis l'automne dernier. En revanche, le Royaume-Uni entend poursuivre ses efforts de soutien par le truchement de l'emprunt, afin de pouvoir injecter plus d'argent dans son économie, durement frappée par une récession qui s'est en fait aggravée. ■

Marc Roche

Demandez-le à votre marchand de journaux

Supplément gratuit mercredi 9 daté jeudi 10 septembre 2009

Art ■ Design ■ Littérature ■ Voyages
Mode ■ Architecture ■ Gastronomie

La crise de 1929 n'aura pas lieu



Economie

Pierre-Antoine Delhommais

Il reste, en cette rentrée, bien plus de motifs de s'inquiéter et de faire preuve de pessimisme que de se réjouir. Mais c'est déjà un formidable progrès par rapport à la première partie de l'année, où il était impossible de voir les choses autrement que tout en noir.

Les économistes sont intarissables sur les raisons de se faire aujourd'hui du souci. Tant que le chômage poursuivra son ascension, expliquent-ils, la reprise non seulement restera très fragile, mais il sera même indécent de prononcer son nom. On ne voit pas très bien non plus comment les Etats sortiront du borbier de la dette. Chacun s'interroge, enfin, sur la forme que prendra la courbe de la croissance : en L, en U, en V ou W, nul ne sait. En point d'interrogation, ça c'est une certitude.

Toutes ces questions sont certes extrêmement préoccupantes, mais finalement tellement agréables à se poser quand on les compare à celle qui dominait au printemps : allait-on revivre le cauchemar de 1929, avec tout ce que cela supposait de poussée de misère extrême, de désordres sociaux et de chaos géopolitique ?

On a, depuis cet été, la réponse. C'est non, et il ne faut pas boudier son plaisir d'avoir échappé au pire. Avec la remontée des ventes de logements et de voitures aux Etats-Unis, le rebond des exportations en Asie, la diminution des primes de risque sur les marchés obligataires, la hausse du PIB en France et en Allemagne, le scénario d'un remake de la Grande Dépression s'est éloigné. L'hémorragie de croissance a été stoppée. Bien plus vite qu'en 1929, où

la chute de l'activité avait duré près de quatre ans. Bien plus vite aussi que ne le prévoyaient les économistes, aussi mal à l'aise dans les descentes que dans les ascensions.

Qui aurait pu dire que, un an après la faillite de Lehman Brothers, les grandes banques de marché seraient en mesure de verser des dizaines de milliards de dollars à leurs traders ? Que le Real Madrid serait capable de déboursier 94 millions d'euros pour s'offrir Cristiano Ronaldo sans provoquer de révolte dans une Espagne ravagée par le chômage ? Qu'un an après l'implosion du système financier, Jean-Claude Trichet aurait l'esprit assez détendu pour écrire début août dans le *Corriere della sera* une tribune expliquant que « la culture et l'argent, la poésie et la monnaie appartiennent aux hommes » ? On sent chez certains beaucoup d'amertume à observer ainsi le système se remettre peu à peu d'aplomb. A voir se briser leur rêve que la crise des subprimes mette par terre une bonne fois pour toutes le capitalisme. Encore raté.

Reste à savoir pour quelles raisons la catastrophe totale a pu être évitée. Difficile à dire lorsqu'on sait que, quatre-vingts ans plus tard, les économistes ne savent toujours pas très bien comment l'économie mondiale avait basculé ainsi dans le vide. Chacun continue de proposer ses explications selon son école de pensée, ce qui a fait dire à Barry Eichengreen que la crise de 1929 constitue « le test de Rorschach » de la macroéconomie. Il n'y a pas d'accord sur les causes de la Grande Dépression, mais il existe un consensus sur les grandes

erreurs de politique économique qui furent commises à l'époque, avec pour effet d'aggraver l'état du malade. Et qui n'ont pas été reproduites en 2008.

La première fut l'inaction des gouvernements pour soutenir la demande, avec le maintien de politiques budgétaires restrictives et l'absence de mesures d'urgence sociale pour aider les victimes de la crise. Cette fois, les Etats se sont dépensés – et ont dépensé – sans compter, avec pour conséquence de laisser filer les déficits à des niveaux jamais vus en temps de paix.

La deuxième grande faute fut la mise

On sent chez certains beaucoup d'amertume à observer ainsi le système se remettre peu à peu d'aplomb

en place de mesures protectionnistes, symbolisée par le Hawley-Smoot Tariff Act de 1930 aux Etats-Unis, qui augmenta les droits de douane sur 20 000 produits. Dans la crise actuelle, les velléités protectionnistes sont restées, pour l'essentiel, de l'ordre de la rododromade politique.

La stratégie de chacun pour soi s'accompagna aussi en 1929 de stratégies de dévaluations compétitives à tout-va, et finit par l'explosion du système étalon de change or. Mais les parités du dollar, de l'euro et du yen sont restées bien arrimées pen-

dant la tempête des subprimes.

La dernière erreur commise en 1929, et pour beaucoup la principale, fut le fait de la Banque centrale américaine, qui maintint une politique orthodoxe. Le résultat fut une contraction de 30 % de la masse monétaire, et des faillites bancaires en cascade (12 000 en trois ans). Les pouvoirs publics, cette fois, n'ont pas laissé sombrer les banques, sauf bien sûr Lehman, sacrifié par la Maison Blanche pour des raisons électorales. Surtout, la grande chance a été que Ben Bernanke, « LE » spécialiste de 1929, se soit retrouvé à la tête de la Fed au moment où la crise des subprimes a éclaté. Prenant le contre-pied exact de ce que son prédécesseur avait fait quatre-vingts ans plus tôt, il a ouvert aussi grand qu'il l'a pu les vannes du crédit, indiquant la voie à suivre aux autres instituts d'émission.

L'histoire montre que les grandes crises financières ne fournissent pas d'enseignements décisifs sur la façon d'éviter l'apparition des suivantes. La panique bancaire de 1893 n'empêcha pas celle de 1907, et celle-ci, pas l'effondrement de 1929. La séquence récente (krach de 1987, crise asiatique de 1997, éclatement de la bulle Internet de 2000 et effondrement des subprimes) dit la même chose. Le seul progrès – si l'on peut dire –, c'est qu'à chaque nouvelle crise, on a tendance à faire un peu moins de bêtises que la fois précédente dans la façon de la gérer. C'est peu, mais c'est, aujourd'hui, ce qui nous sauve. ■